

Séance : Ambition et leviers pour une autonomie stratégique de l'Union Européenne dans le domaine économique

PUBLIÉE LE 24/10/2022

VIE DE L'ASSEMBLÉE

Le projet d'avis "Ambition et leviers pour une autonomie stratégique de l'Union Européenne dans le domaine économique" était examiné en séance plénière le mardi 27 septembre 2022.

[Retour en images sur cette séance.](#)

Copyright : Katrin Baumann













Axe 3 :

**L'autonomie stratégique,
un levier pour :
Assurer les transitions
environnementales et
énergétiques
Et renforcer notre
modèle social**



**Autonomie stratégique de l'UE
Faire rayonner le développement
durable sur la scène mondiale**

Préconisation 36 : Introduire de nouveaux instruments de soutenabilité conformes aux engagements internationaux de l'UE. Mettre en place urgemment un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et de clauses miroirs sectorielles équitables.

Préconisation 37 : Adopter rapidement les textes relatifs au droit de vigilance des entreprises en matière de durabilité et à l'interdiction d'entrée sur le sol de l'Union européenne de produits issus du travail forcé. Leur donner une dimension contraignante en l'absence de cadre multilatéral juridiquement opposable.

Préconisation 38 : Réformer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour assurer des conditions de concurrence équitables, soutenir les normes fondamentales du travail et intégrer les enjeux de développement durable.

Préconisation 39 : Mettre en œuvre un cadre normatif exigeant pour faire de nos standards environnementaux et sociaux des références attractives sur la scène mondiale.

europa.eu

Axe 3 :

**L'autonomie stratégique,
un levier pour :
Assurer les transitions
environnementales et
énergétiques
Et renforcer notre
modèle social**



**Autonomie stratégique de l'UE
Faire rayonner le développement
durable sur la scène mondiale**

Préconisation 36 : Introduire de nouveaux instruments de soutenabilité conformes aux engagements internationaux de l'UE. Mettre en place urgemment un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et de clauses miroirs sectorielles équitables.

Préconisation 37 : Adopter rapidement les textes relatifs au droit de vigilance des entreprises en matière de durabilité et à l'interdiction d'entrée sur le sol de l'Union européenne de produits issus du travail forcé. Leur donner une dimension contraignante en l'absence de cadre multilatéral juridiquement opposable.

Préconisation 38 : Réformer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour assurer des conditions de concurrence équitables, soutenir les normes fondamentales du travail et intégrer les enjeux de développement durable.

Union européenne et de lutter contre les distorsions sociales et environnementales. La préconisation 38 soulignera l'urgence





Axe 3 :

L'autonomie stratégique, un levier pour : Assurer les transitions environnementales et énergétiques Et renforcer notre modèle social

Autonomie stratégique de l'UE
Faire rayonner le développement durable sur la scène mondiale

Préconisation 16 - Introduire de nouveaux instruments de soutenabilité conformes aux engagements internationaux de l'UE. Mettre en place urgemment un mécanisme d'équité carbone aux frontières et de clauses minimales sectorielles équitables.

Préconisation 17 - Adopter rapidement les textes relatifs au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et à l'interdiction d'origine sur le sol de l'Union européenne de produits issus du travail forcé. Leur donner une dimension extraterritoriale en l'absence de cadre multilatéral juridiquement opposable.

Préconisation 18 - Renforcer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour assurer des conditions de concurrence équitables, soutenir les normes fondamentales du travail et intégrer les enjeux de développement durable.

Préconisation 19 - Mettre en œuvre un cadre normalisé européen pour faire de nos standards environnementaux et sociaux des références attractives sur la scène mondiale.









LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Assemblée plénière du 27 septembre 2022

Amendement n°1

Cet amendement déposé par le groupe des Non-inscrits a reçu un avis défavorable de la commission Affaires européennes et internationales. Il est rejeté.

Amendement n° 1 déposé : Page 26 – ligne 14 – Ajouter après le mot environnemental :

« Afin que chaque pays de l'union puisse bénéficier de manière égale de cette puissance. »

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Assemblée plénière du 27 septembre 2022

Amendement n°1

Cet amendement déposé par le groupe des Non-inscrits a reçu un avis défavorable de la commission Affaires européennes et internationales. Il est rejeté.

Amendement n° 1 déposé : Page 26 – ligne 14 – Ajouter après le mot environnemental :

« Afin que chaque pays de l'union puisse bénéficier de manière égale de cette puissance. »

environnemental : « Afin que chaque pays de l'union puisse bénéficier de manière égale de cette puissance. »



	M. Fabrice NICOUD
	Mme Pascale COTON
	M. Mohammed OUSSEDIK
n & Entreprises	M. Sébastien BUSIRIS
ment et Nature	M. Jean-Lou BLACHIER
	Mme Nathalie VAN DEN BROECKE
s	Mme Marie-Claude PICARDAT
ons étudiantes et mouvements de jeunesse	M. Alain BAZOT
	M. Kenza OCCANSEY
toyenneté	M. Pierre MARIE-JOSEPH
	Mme Dominique JOSEPH
	M. Saïd DARWANE

Sabine ROUX DE BEZIEUX
Membre du groupe Agir autrement pour l'innovation
et environnementale

autonomie doit être plurielle, économique, indust
énergétique, autonomie responsable.



Christien BUSIRIS
Lou BLANCHIER
Mathilde VAN DEN BROECKE
Marie-Claude PICARDAT
Bazot
OCCANSEY
MARIE-JOSEPH
Dominique JOSEPH
DARWANE

Jean-Christophe REPON
Président du groupe Artisanat et Profession libérales
maintenant la guerre en Ukraine retrouver une dépendance si
une autonomie est aujourd'hui

































cese



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Assemblée plénière du 27 septembre 2022

Adoption

Code de déontologie

Précisant les règles applicables aux membres du Conseil économique, social et environnemental, ainsi qu'aux personnes extérieures participant à ses travaux

Sur proposition du Bureau du Conseil économique, social et environnemental

Vote Conformément à l'article 13 du règlement intérieur

Suivi d'une approbation par décret
(article 15-1 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 modifiée portant loi organique)

...e, à l'instar des deux autres
...un code depuis 2017,



















Axe 1 :

L'affirmation d'une Europe de la puissance

Autonomie stratégique de l'UE

Une gouvernance forte, stratège et cohérente

Préconisation 1 : Elaborer un agenda ambitieux et une feuille de route transversale « renforcement de l'autonomie stratégique » sous l'autorité de la présidence de la Commission européenne en lien avec le Conseil et le Parlement européen.

Préconisation 2 : Intégrer dès 2023, l'autonomie stratégique dans le semestre européen afin qu'elle devienne une ligne directrice des programmes nationaux de réforme des Etats membres.

27 septembre 20

















































































LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Assemblée plénière du 27 septembre 2022

Vote sur le Projet d'avis

Ambition et leviers pour une autonomie stratégique de l'Union européenne dans le domaine économique

Projet d'avis présenté par Mme Catherine Lion et M. Olivier Mugnier, co-rapporteurs

Au nom de la commission permanente Affaires européennes et internationales, présidée par M. Serge Cambou

AVIS
CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Ambitions et leviers pour une autonomie stratégique de l'Union Européenne dans le domaine économique

Septembre 2022



27 septembre

exprimé
durée d'

